



*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

2F

Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME
ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

6^e ANNEE N° 243
JEUDI 3 OCT. 1974

IL FAUT TIRER LES LEÇONS de la situation au PORTUGAL

Depuis le mois d'avril dernier, le Portugal connaît une situation très complexe. A la suite de la faillite sur tous les plans de sa politique colonialiste combattue avec succès par les peuples de Guinée-Bissau, du Mozambique et d'Angola, la bourgeoisie portugaise a dû trouver une solution de rechange pour « s'en sortir » : c'est elle qui a choisi de renvoyer Caetano et de faire appel aux socialistes et aux révisionnistes du Parti « communiste » portugais afin de tenter de maintenir sa domination de classe sur les masses populaires qui ont toujours haï le régime fasciste.

Cependant ce ne sont pas là les seules causes des modifications intervenues dans la situation politique du Portugal et des bouleversements en cours. Il est indispensable de considérer également le rôle déterminant qu'y jouent les rivalités entre les impérialistes américains, soviétiques et européens.

Par exemple le renversement de la dictature salazariste étroitement liée aux Etats-Unis a été ouvertement encouragée par le capital monopoliste européen et immédiatement exploitée par les sociaux-impérialistes soviétiques.

Evidemment, ni les uns, ni les autres n'ont souhaité la chute de Caetano par amour de la démocratie et du peuple, mais uniquement en raison de leurs intérêts d'exploiteurs. En particulier les nouveaux tsars de Moscou ont trouvé là une excellente occasion pour saper les positions de leurs rivaux en Europe et renforcer leurs chances dans la course à l'hégémonie mondiale.

Depuis le mois d'avril dernier les différentes forces politiques portugaises n'ont pas cessé d'agir.

La politique menée par la bourgeoisie portugaise pour substituer le néo-colonialisme au colonialisme a subi des échecs.

La politique visant à « discipliner » le prolétariat et les masses populaires pour le compte de leurs exploiters capitalistes a elle aussi subi des échecs.

Dans le même temps les Etats-Unis ne se sont pas résignés à voir une de leurs positions stratégiques sur le flanc ouest de l'Europe s'écrouler, les dirigeants révisionnistes de Moscou ont développé de grands efforts pour renforcer leurs positions, notamment en finançant à milliards de dollars le parti révisionniste portugais ; tandis que le capital monopoleur européen était pris entre deux feux, opposé aux U.S.A. mais de plus en plus inquiet du renforcement soviétique.

Tel est le cadre général des événements très complexes qui agitent le Portugal. A l'heure où nous écrivons il est difficile de dire quel chemin prendra le Portugal dans les jours qui viennent.

Malgré cela certaines leçons capitales peuvent être tirées de la situation portugaise par les peuples européens : tout d'abord c'est que pour accomplir la révolution prolétarienne socialiste les masses populaires ne peuvent absolument pas s'en remettre à la direction de la bourgeoisie et des révisionnistes ni même leur faire la moindre confiance, car les objectifs qu'ils poursuivent sont exactement à l'opposé des intérêts du prolétariat. La seconde leçon c'est que, exploitant au maximum les crises intérieures des pays du monde, révisionnistes soviétiques et impérialistes américains rivalisent partout pour conquérir l'hégémonie. Enfin, et c'est la leçon de la plus grande portée immédiate, il est indispensable de distinguer que dans la rivalité des deux super-puissances en Europe, le rapport des forces n'est pas égal : les Etats-Unis enregistrent partout des échecs et prennent des initiatives désordonnées dans l'affolement ; ces initiatives réactionnaires peuvent prendre des formes particulièrement sanglantes et un coup de force américain au Portugal n'est pas à exclure, mais en même temps l'autre super-puissance bénéficie de l'affaiblissement des Etats-Unis ce qui la rend chaque jour d'autant plus dangereuse, qu'elle bénéficie d'importants soutiens politiques notamment grâce à l'influence néfaste des partis révisionnistes. C'est pourquoi il est indispensable dans notre pays aussi de lutter contre les deux super-puissances et leur rivalité qui se fait sur le dos des peuples, d'être vigilant vis-à-vis des complots préparés par les Etats-Unis, et d'être encore plus vigilant par rapport au danger social-impérialiste soviétique. Car l'objectif des peuples d'Europe c'est d'accomplir la révolution prolétarienne contre l'impérialisme et la réaction et non de chasser un impérialisme pour favoriser le social-impérialisme dans le cadre du système capitaliste maintenu. Garder cet objectif à l'esprit c'est le seul gage de succès dans la situation de plus en plus complexe de l'Europe.

Titan-Coder, ORTF, SNIAS...

**Non, les révisionnistes
ne détourneront pas
les travailleurs de la lutte
contre les licenciements !**

(p. 4 et 5)

25^e anniversaire de la République Populaire de Chine



• Un reportage de la délégation ouvrière, dirigée par l'Humanité Rouge, en Chine.

• Message de l'Humanité Rouge.

Un courant irréversible

Nombre de militants ayant adhéré au P.«C.»F., en étant ainsi convaincus de préparer le socialisme sont aujourd'hui amenés à s'interroger et à s'opposer à certaines orientations définies par la direction révisionniste. Il est de plus en plus clair que la politique révisionniste telle que la définira le XXI^e congrès s'oppose à leur idéal ; ils s'y reconnaissent de moins en moins et s'y opposent de plus en plus. Il est inévitable qu'un nombre de plus en plus important de militants sincèrement anticapitalistes entrent en conflit avec la politique révisionniste qui, elle, apparaît de plus en plus sous son vrai jour de politique de sauvetage du capitalisme. D'ores et déjà il est certain que ces contradictions ont pris une certaine ampleur. A tel point que les dirigeants révisionnistes sont obligés d'en faire état dans un certain nombre de publications et doivent laisser s'exprimer certains points de vue de militants qui dénoncent leur politique. Rien ne serait plus faux que d'imaginer un P.«C.»F. uni de la base au sommet autour d'une politique contre-révolutionnaire. Inévitablement, des militants aujourd'hui encore dans les rangs du P.«C.»F. commencent à ouvrir les yeux et soyons assurés que le nombre de ces camarades ira en augmentant.

Prenons-en pour exemple cette lettre d'un militant parue dans L'Humanité du 18 septembre. Celui-ci déclare :

« On ne peut se contenter de dire : « la majorité de notre peuple ne veut pas du socialisme », et de ranger le socialisme dans notre placard en attendant des jours meilleurs ; de dire : « Rassurez-vous ! le programme commun ce n'est pas le socialisme », comme si le socialisme était un repoussoir. »

Gageons que ce militant traduit les sentiments de nombreux autres. Ils veulent le socialisme et sont entrés au P.«C.»F. en croyant contribuer à sa réalisation... et maintenant on leur déclare que le socialisme n'est pas à l'ordre du jour en France, que le P.«C.»F. est un parti dont l'objectif est de réaliser des réformes au sein du système capitaliste.

Plus loin ce militant poursuit en écrivant : « Le 7^e paragraphe du chapitre V du projet de résolution dit : « Le Parti communiste est ouvert sans restriction à tous ceux qui veulent prendre une part au combat pour le changement démocratique. » Je propose de supprimer ce paragraphe... Il me paraît erroné et

inutile de déclarer que peuvent être membres du P.C.F. des gens qui ne souhaiteraient pas le passage au socialisme : erroné car cela pourrait faire croire que l'on peut faire l'économie de la campagne politique pour le socialisme pour gagner des adhérents, inutile car l'aspiration au socialisme me paraît suffisante pour gagner des dizaines de milliers d'adhérents sans cette confusion. Certes, il ne s'agit pas de refuser des adhésions : on n'est pas communiste en adhérant au parti : on le devient en militant au parti. Il s'agit de mettre l'accent sur le travail d'éducation en direction des nouveaux adhérents, que doit développer le parti. Il s'agit de mettre l'accent sur notre but : la transformation de la société capitaliste en une société socialiste. »

En rejetant catégoriquement le point de vue de la direction révisionniste selon lequel on peut être membre du P.«C.»F. et opposé au socialisme, ce militant s'oppose en réalité au fond même de la politique des Marchais et compagnie. Ceux-ci veulent en effet faire du P.«C.»F. un parti capable de défendre le capitalisme à part entière et il leur faut pour cela des adhérents qui ne veulent pas remettre en cause le capitalisme. Il ne fait aucun doute que le point de vue qu'il exprime ici est partagé par de nombreux autres militants du P.«C.»F. La preuve en est que dans L'Humanité du 25-9 on trouve à nouveau une lettre de militants déclarant : Ne violons pas les statuts « en invitant à l'adhésion même ceux qui ne désirent pas le passage au socialisme. Le parti a un nom. Il s'appelle communiste. C'est un nom qui ne prête pas à confusion... Que se passerait-il si la moitié des adhérents se contentaient d'un changement démocratique et refusaient le socialisme ? » Ces militants s'opposent à la volonté des dirigeants révisionnistes de transformer le P.«C.»F. définitivement en parti de gouvernement capitaliste, de jeter aux orties les quelques restes du passé communiste. Comment eux qui veulent le socialisme pourraient cohabiter dans le même parti avec des gens qui s'y opposent ouvertement ?

Ce courant d'opposition ira en se développant car plus le temps passera plus les dirigeants révisionnistes mettront bas leur masque de faux communistes. On verra de mieux en mieux leur visage contre-révolutionnaire.

Grève chez Renault en Argentine Solidarité !

Nous apprenons que depuis maintenant plusieurs semaines les ouvriers de l'usine Renault de Cordoba en Argentine sont en grève.

Dans son numéro du 4 septembre « Nueva Hora », organe central du Parti communiste révolutionnaire d'Argentine, déclare notamment :

« Ces derniers jours la lutte des métallos de Cordoba est passée par

des situations de grande importance. Les ouvriers ont tenu bon après le déménagement de leur siège syndical et la répression de leurs manifestations qui s'est soldée par un blessé grave : le camarade Becerra.

Ces derniers jours dans tout le pays le mouvement de solidarité s'est développé. On approche des moments décisifs dans une lutte où est en question plus qu'une revendication de salaire. »

LES DEUX SUPER-PUISSANCES MENACENT LA NORVÈGE

La Norvège est un petit pays au Nord de l'Europe. Elle se situe dans une zone clef pour le contrôle des voies d'accès entre la mer du Nord et la mer Baltique. Or jusqu'à présent, la mer Baltique est une importante base de départ de la marine soviétique de l'Atlantique.

Pour protéger leur base de départ, selon des informations norvégiennes, les Soviétiques ont déployé un grand nombre d'armes nucléaires le long de leurs côtes. Si bien qu'aujourd'hui la plus grande partie du territoire norvégien se situe dans la zone opérationnelle du révisionnisme soviétique.

Dans cette partie nord de l'Europe on constate une fois encore que la voile de la détente tant vantée par la clique Brejnev s'envole en fumée. La réalité est plutôt le contraire. Car toutes les informations indiquent que les Sovi-

tiques mènent une politique d'expansion dans la région.

Certaines sources indiquent sa volonté de construire encore une nouvelle base maritime dans la péninsule de Kola.

Où est donc le « désarmement » et « la politique de paix » tant vantée par les nouveaux tsars de Moscou ?

La réalité c'est que la rivalité des deux super-puissances menace gravement la paix de cette région de l'Europe. Ces derniers mois de nombreuses manœuvres tant du pacte du Varsovie que de l'O.T.A.N. ont été effectuées.

L'expansionnisme soviétique dans la partie nord de l'Europe reflète bien sa stratégie globale d'encerclement de l'Europe. Celle-ci est parallèle à son renforcement en Méditerranée et dans l'Atlantique.

A propos du congrès "extraordinaire" du P. "C." F.

DECLARATION DU COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE DE FRANCE

Prochainement s'ouvrira le XXI^e congrès du P.«C.»F. Les dirigeants révisionnistes ont décidé que ce congrès serait extraordinaire car la France connaît aujourd'hui une crise qui va prendre une ampleur inégalée. Les Marchais et compagnie se préparent fébrilement pour jouer dans un proche avenir leur rôle de défenseurs du capitalisme en accédant au gouvernement. Déjà, certains milieux gouvernementaux leur tendent la main et préparent leur arrivée. C'est qu'en effet, seuls les dirigeants révisionnistes, grâce à l'influence qu'ils conservent dans notre peuple ont les moyens de faire porter le poids de la crise sur les travailleurs et de rendre la riposte ouvrière difficile. Ce ne serait pas la première fois dans l'histoire de notre pays qu'une telle chose se produit. Qu'on se souvienne de 1936-1938 et 1945-1947 !

Marchais est prêt à jouer le rôle qui fut hier celui de Léon Blum et pire encore. Pour sauver le capitalisme, la bourgeoisie a toujours fait appel à la prétendue « gauche ». Elle s'y prépare une fois encore.

Dorénavant, les dirigeants du P.«C.»F. prônent l'unité avec des partis et des individus qui représentent ouvertement le capital : tels les gaullistes. Ils s'acquiescent avec Charbonnel, ce ministre de Pompidou qui veut mettre les Lip à genoux. Ils décident d'engager des actions communes avec l'U.J.P., celle-là même qui, il n'y a pas si longtemps, ils appelaient l'Union des Jeunes Patrons.

ILS VEULENT S'UNIR AVEC CEUX QUI PENDANT QUINZE ANS ONT OPPRIME LES TRAVAILLEURS DE NOTRE PAYS. Et c'est ce qu'ils osent appeler « l'Union du Peuple de France » ! La véritable union du peuple, celle que veut le P.C.M.L.F., celle dont la classe ouvrière et le peuple de notre pays ont besoin pour abattre le capital se fera contre tous ces gens-là. Si les dirigeants du P.«C.»F. veulent cette unité-là, ce n'est pas parce qu'ils ont la mémoire courte mais bel et bien parce qu'eux aussi sont des défenseurs du capitalisme. Entre gens du même bord on finit toujours par s'entendre. Marchais et compagnie sont logiques avec eux-mêmes : après s'être unis à ces socialistes qui sous la IV^e République lâchaient les meutes policières contre les ouvriers, ils s'unissent aux gaullistes qui firent de même sous cette V^e République.

Ce congrès révisionniste rejettera le socialisme aux oubliettes pour faire officiellement du P.«C.»F. un parti de réformes dans le cadre capitaliste. Marchais lui-même déclare que ce que veut le P.«C.»F. était déjà dans le programme du parti radical il y a trois-quarts de siècle !

A l'occasion de ce congrès les dirigeants révisionnistes veulent détruire les restes du passé communiste du P.«C.»F. Ils veulent effacer à jamais cette époque déjà lointaine où le P.«C.»F. était le parti qui représentait les intérêts de la classe ouvrière de France.

A la télévision, lors de l'émission Actuel 2, Marchais disait un jour que maintenant on pouvait être gaulliste et membre du P.«C.»F. Les dirigeants du P.«C.»F. ouvrent largement leurs portes à tous ceux qui ne veulent pas de la révolution, du socialisme, afin que leur parti joue son rôle de parti de gouvernement capitaliste.

Alors que la rivalité entre les deux super-puissances, les U.S.A. et l'U.R.S.S., s'intensifie tout particulièrement pour le contrôle et la domination de l'Europe, comme le montre la situation à Chypre, les dirigeants révisionnistes parlent de détente. Ils cherchent ainsi à endormir la vigilance nécessaire de notre peuple, à lui faire croire que l'avenir est à la paix alors que les deux super-puissances et en particulier le social-impérialisme renforcent actuellement les préparatifs de guerre. Ils présentent le social-impérialisme soviétique comme une puissance pacifique alors qu'elle devient de plus en plus agressive, augmente ses armements aux frontières de l'Europe de l'Ouest, exerce des pressions militaires sur des pays de l'Europe de l'Est tels la Roumanie, renforce sa flotte de guerre en Méditerranée.

En échange de leurs bons services les dirigeants révisionnistes français exigent des concessions dont le but est de favoriser les positions en Europe du social-impérialisme dont ils sont les agents et poussent au rapprochement sur tous les plans avec lui. Déjà certains milieux monopolistes sont prêts à les satisfaire.

A la veille de ce congrès il est plus clair que jamais que le P.«C.»F. d'aujourd'hui n'a plus rien de commun avec le glorieux parti de Gabriel Péri, de Pierre Semard, le parti des fusillés. C'EST AUJOURD'HUI LE P.C.M.L.F. QUI CONTINUE CE PASSE.

Il y a déjà dix ans que des communistes, appartenant au P.C.F. depuis des dizaines d'années, ont entrepris la reconstruction d'un parti communiste authentique. Aujourd'hui ce parti, interdit à la demande des dirigeants révisionnistes en 1968, s'édifie et se renforce dans la lutte, dans la clandestinité. Il y a aujourd'hui en France un seul et unique Parti communiste : le Parti communiste marxiste-léniniste de France.

Camarades qui êtes entrés au P.«C.»F. parce que vous pensiez ainsi préparer la révolution, le socialisme, le Comité central du P.C.M.L.F. vous déclare : le parti auquel vous avez fait confiance crache aujourd'hui sur le communisme, REJOIGNEZ-NOUS ! Soyez fidèles à votre idéal !

Le Comité central du P.C.M.L.F. appelle la classe ouvrière et les masses laborieuses de notre pays à se préparer aux grandes luttes qui viennent et à déjouer le complot qui se trame contre elles.

A BAS LE REVISIONNISME !

VIVE LE COMMUNISME !

VIVE LE PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE DE FRANCE !

Le Comité central du P.C.M.L.F.

Le 18 septembre 1974

TITAN-CODER (Marseille)

Patrons — révisionnistes main dans la main

Titan-Coder Marseille, c'est 1 120 ouvriers bientôt au chômage. Coder, comme on dit à Marseille en appelant l'usine par son ancienne raison sociale, c'est un terrain de 27 hectares situé au milieu de la vallée de l'Huveaune qui intéresserait beaucoup, paraît-il, des promoteurs immobiliers à l'affût d'affaires lucratives. Jusqu'ici c'était aussi une usine où le travail était pénible, l'appareil industriel est vieux, la construction et la réparation des wagons et semi-

remorques reposaient sur l'activité manuelle d'ouvriers qui après plus de vingt ans de boîte pour certains avaient acquis un sacré tour de main. En peu de mots Coder c'était une boîte dure, avec des salaires peu élevés, un encadrement contraignant, mais c'était pour les ouvriers une boîte de 1 120 emplois dans une région où les emplois sont rares surtout quand on a dépassé la cinquantaine.

Que s'est-il passé depuis 1969 ?

Coder comptait 2 200 ouvriers et passait pour une entreprise prospère. Une gestion désastreuse, voire frauduleuse amena l'usine au bord de la faillite. Ce qui est étonnant, car le principal client, la S.N.C.F., est un bon payeur. Les patrons alors s'éclipsèrent discrètement, les poursuites judiciaires se sont embourbées depuis... L'affaire Coder commençait.

Diverses sociétés de gérance se sont succédées, Frangeco, Titan-Coder suivant toujours la même tactique : d'un côté on accepte de reprendre l'usine à la condition que l'Etat verse des subventions, de l'autre on dit qu'on va rationaliser l'usine et que pour ce faire des licenciements sont inévitables.

Résultat : cinq ans après, 20 milliards d'anciens francs de subventions (argent des contribuables) ont été engloutis — l'usine ne compte plus que 1 120 salariés après 1 100 licenciements effectués en plusieurs charrettes.

Bien évidemment l'usine n'a pas été « rationalisée », le matériel est encore plus vieux, les créanciers se font très pressants, plus d'argent de roulement, il faut fermer.

Où est passée cette somme fabuleuse ?

Pas besoin de faire un schéma compliqué : des caisses de l'Etat dans les poches des patrons.

Comment une telle escroquerie a-t-elle pu réussir ?

La détermination des travailleurs de Coder n'est pas à mettre en cause. Plusieurs luttes ont eu lieu par lesquelles les ouvriers ont montré qu'ils n'entendaient pas se laisser faire : juin 1969, grève à l'atelier de l'inox ; novembre 1969, grève totale ; novembre 1971, mouvement de plus d'un mois ; juin 73, trois semaines de grève ; juillet 1973, occupation des locaux de la direction.

Face à ces luttes, ce n'est pas la volonté de vaincre les patrons et d'empêcher les licenciements qui anime les dirigeants de la C.G.T., c'est la peur que les ouvriers luttent classe contre classe et s'organisent en dehors d'eux.

Quelques exemples sont significatifs à cet égard.

La plupart des délégués C.G.T. votent en février 1969 le licenciement de deux jeunes ouvriers jugés trop combattifs, peu de temps avant le secrétaire de la C.G.T. avait été mis à pied, non pour sa détermination, mais parce qu'il avait violemment frappé un ouvrier algérien dont la tête ne lui revenait pas après l'avoir traité de « sale Arabe ».

Les révisionnistes continuent leur sale besogne

En juin 1969 la grève de l'inox est isolée par la C.G.T. qui parle de grave provocation... Dans toutes ces luttes les dirigeants de la C.G.T. ont été les auxiliaires zélés des patrons : lors de la grève de juin 1972 c'est pour quelques centimes et de belles promesses creuses qu'ils ont organisé un vote de reprise du travail, où après pressions et manœuvres ils ont obtenu une faible majorité.

Pendant ce temps les patrons pouvaient dormir sur leurs deux oreilles, on travaillait pour eux. On peut s'étonner que pendant cinq ans l'argent des contribuables ait été détourné, les ouvriers sacrifiés sans qu'à aucun moment le comité d'entreprise à majorité C.G.T. fasse éclater le scandale.

Le personnel s'est rétréci comme une peau de chagrin, les ouvriers combattifs ont été les premiers licenciés. La direction C.G.T. avait atteint son objectif, maintenant elle allait pouvoir converser avec le gouvernement et les patrons éventuels pour trouver une solution « nationale ».

Depuis plusieurs années le gouvernement affirmait que l'usine atteindrait un seuil de rentabilité avec seulement 1 100 à 1 200 ouvriers. Le chiffre est atteint et on parle de fermeture. Le secrétaire du comité d'entreprise, un nommé Uras, qui est aussi maire révisionniste de la Penne-sur-Huveaune (localité située près de Coder) s'étonne de cette fermeture alors que l'on avait promis qu'avec ce nombre de salariés tous les problèmes seraient résolus. Cet étonnement est un aveu, il ne luttait pas contre les licenciements et pour les travailleurs, mais pour la rentabilisation et le patronat.

En juillet de cette année quand la liqui-

dation judiciaire devint presque certaine, le P.-C.-F. lança une offensive grand style : face aux concurrents étrangers, Trallor, Fruehauf, la seule solution nationale était la reprise par la région Renault. Les dirigeants révisionnistes de la C.G.T. et le P.-C.-F. développèrent des formes de lutte naguère jugées aventuristes. Le Mistral, fin juillet est bloqué quarante minutes, c'était une idée lancée l'an dernier par des ouvriers combattifs qui depuis ont été licenciés. Voyons de plus près comment cela s'est-il passé ? La veille, la S.N.C.F. et la préfecture poliment averties avaient donné leur accord, les ouvriers eux furent mis au courant une demi-heure avant. Les élus P.-C.-F. et P.S. firent de cette lutte non pas une démonstration de la colère ouvrière, mais une opération publicitaire pour propager leur camelote politique.

Durant le mois de congé des semi-citernes furent vendues en catimini par les patrons 120 F, alors que leur valeur réelle était supérieure à trois millions d'anciens francs. Autant de moins en vue de constituer un trésor de guerre (comme à Lip) qui aurait été un argument de poids dans les négociations. Pourtant les dirigeants C.G.T. avaient promis de rester vigilants durant les congés pour empêcher les mauvais coups.

Quant à la solution Renault, ce que faisaient les révisionnistes, mais qu'ils savent fort bien puisque l'information a été donnée en séance du comité d'entreprise du 6-9-74, c'est que Renault exige beaucoup de licenciements. Mais ils s'en moquent, ce n'est pas contre tout licenciement qu'ils se battent, mais pour une solution capitaliste « nationale ».

Renault se récuse, le 16-9 c'est la décision de liquidation des biens.

L'usine est occupée, mais devant tant de trahisons les ouvriers ne suivent pas, seuls une centaine participent à l'occupation. L'usine est un camp retranché contre les aventuristes de l'extérieur, grilles fermées, contrôle sévère par le service d'ordre C.G.T. aucune ouverture sur les quartiers populaires de Saint-Marcel et de la Valbarelle. L'amertume gagne les ouvriers de Coder : de belles promesses, aucune solution en vue, les quinze premiers jours de septembre où ils ont travaillé ne leur ont pas encore été payés.

La montée à Paris, à quoi a-t-elle servi ?

Deux nuits de sommeil sacrifiées tandis qu'Uras arrivait tout pimpant en avion, quelques délégués reçus par un sous-fifre de Chirac qui ne dit rien de nouveau, et puis c'est tout...

Le 23-9 c'est l'assemblée générale des travailleurs, les délégués C.G.T. font de longs discours pleins de promesses creuses (la C.F.D.T. ne parle pas, elle est faible et suiviste sur la boîte), puis à la fin ils engueulent les ouvriers qui ne font pas assez pour soutenir leurs propositions.

C'est un comble, depuis des années les ouvriers ont appris qui étaient les révisionnistes, des auxiliaires zélés des patrons, et ces derniers voudraient voir les masses s'enthousiasmer pour leurs propositions.

A Coder les ennemis de la classe ouvrière, ce sont les patrons, mais aussi les dirigeants révisionnistes, agents de la bourgeoisie infiltrés dans le mouvement ouvrier.

A CODER PAS UN SEUL LICENCIEMENT !

CAPITALISME = CHOMAGE !

LUTTONS CLASSE CONTRE CLASSE !

DEMASQUONS LES REVISIONNISTES.

Correspondant H.R.

CHEZ « L'EPEE » : (MONTBELIARD)

La chaudière commence à bouillir

L'Epée est une usine horlogère de Montbéliard. Elle emploie 420 personnes dont 350 ouvrières. L'entreprise est connue pour ses difficultés financières, c'est-à-dire les difficultés financières de ses ouvrières dont une bonne partie est payée au S.M.I.C. ! La patronne a sa renommée pro-nazie, elle fut à deux doigts d'être tonnée à la libération.

La semaine dernière, les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. reçus à la Préfecture du Doubs à Besançon se voyaient confirmer par le chef de cabinet l'état catastrophique de l'entreprise : les payés du mois d'octobre ne sont pas assurés, l'usine ne peut plus continuer sans partenaire, et il n'y a plus d'appui financier.

Le lendemain, les déléguées en informent le personnel. Le lundi 16 septembre, lors d'une réunion entre déléguées C.G.T. et C.F.D.T., le P.-C.-F., par l'intermédiaire d'une déléguée CGT, tente d'imposer l'occupation le jour même. Il y a anguille sous roche : en effet, le soir à la sortie du travail, toute la clique révisionniste du coin, élus locaux, permanents, avec sono, tracts, stand et discours à l'appui, tentent de dévoyer la juste colère des ouvrières vers l'union de la gauche, vers l'adhésion à leur parti social-fasciste : « C'est la faute à Giscard, alors adhérez et votez "à gauche" ». Dans le discours du pont révisionniste, on apprend avec stupeur qu'il a été reçu par la patronne, Mme L'Epée. Qui donc l'a mandaté ? Certainement pas les ouvrières de L'Epée. Qu'y a-t-il dit ? Personne ne le sait. La voilà la démocratie à la sauce P.-C.-F. : « Occupez vos usines, pour le reste, on s'en charge. » Le comble vient le lendemain : l'Est républicain qui ouvre ses colonnes de plus en plus

volontiers au P.-C.-F. annonce ainsi l'intervention révisionniste de la veille : « Le P.C.F., alerté par les syndicats de l'entreprise... », ce qui est un beau mensonge qui soulève l'indignation de nombreuses ouvrières et déléguées.

Le P.-C.-F. essaie donc de faire un nouveau Râteau, de se mettre à la tête de la lutte pour prendre le gouvernail à notre place tant ils ont peur de la démocratie prolétarienne dont la magnifique grève des Lip est le plus bel exemple.

Les jours suivants, les débrayages se succèdent et des nouvelles informations sont données. Le directeur Lassaux tente de calmer les esprits : il fait imprimer un papier pour tout le personnel et propose une réunion d'information au personnel qui voudrait des explications supplémentaires. Mais au lieu des quelques rares fayots de l'usine qu'il avait cru réunir, c'est l'ensemble du personnel qui l'assaille de questions au milieu d'un atelier. Il essaye d'expliquer qu'il y a un moyen d'en sortir, mais qu'il faut travailler ; autrement dit « travaillez, acceptez en silence qu'on vous saigne à blanc, et on sauvera l'entreprise... » Ce genre de bonne parole ne porte plus, et la réplique ne se fait pas attendre : le lendemain, l'ensemble du personnel défille dans les rues de Montbéliard — et pour la première fois même les quelques hommes de l'usine sont là ! — pour crier :

« Notre paye à la fin du mois !

« Pas de licenciements !

« Lip, L'Epée, même combat ! »

La manifestation rencontre la sympathie de la population de Montbéliard.

Lassaux est furieux que l'affaire soit mise au grand jour. Le lendemain, il

prétend refuser des bons de délégation aux déléguées du personnel sous prétexte provocateur que leur nombre d'heures accordées est déjà dépassé pour ce mois. Il leur refuse même des bons de sortie. La pierre qu'il a soulevée lui retombe sur les pieds : la nouvelle passe dans les ateliers et en quelques minutes, nous sommes une centaine à la porte de son bureau à scander toutes ensemble : « Laissez sortir les déléguées ! liberté pour les déléguées ! » On aura jamais vu Lassaux céder si vite, les bons de sortie sont aussitôt accordés et signés ; Lassaux ne peut rien devant la grande combativité et l'unité des ouvrières.

Que va-t-il se passer maintenant ?

Les révisionnistes, avec leur déléguée C.G.T., après avoir proposé l'occupation immédiate, ont vite retourné leur veste en voyant la très large participation des ouvrières en lutte ; ils veulent maintenant mettre en action un « comité de défense de l'emploi » qui regroupe des élus et autres personnes de « gauche ».

Leur mot d'ordre rétrograde « L'Epée doit vivre » est loin d'être populaire ; les ouvrières ne cherchent pas à défendre une petite entreprise, mais ce qu'elles veulent, c'est du travail et leurs salaires à la fin du mois, que ce soit avec Mme L'Epée ou n'importe quel autre patron.

Nous ne laisserons pas les révisionnistes donner de fausses perspectives à notre lutte !

C'est la large démocratie prolétarienne qui empêchera toutes leurs manœuvres d'aboutir !

Vive l'unité des ouvrières de L'Epée dans leur lutte contre tout licenciement !

Correspondante H.R.

TITAN-CODER, ORTF, SNIAS...

Non, les révisionnistes ne détourneront pas les travailleurs de la lutte contre les licenciements !

La crise de l'industrie aérospatiale

A la SNIAS ça bouge !

Décidément les événements s'accroissent à la S.N.I.A.S. Le mécontentement des travailleurs a grandi de jour en jour. En l'espace de deux semaines, après avoir débrayé massivement, ils ont occupé l'aérogare de Toulouse-Blagnac, assiégé la station locale de l'O.R.T.F., et aujourd'hui à l'annonce du licenciement de 8 travailleurs qui ont refusé un déplacement autoritaire vers les usines de Merignane, les travailleurs des usines de Toulouse (Saint-Eloi, Blagnac, Saint-Martin) ont débrayé et occupé le bureau du chef du personnel, retenu prisonnier celui-ci, bien décidés à ne partir que quand la direction générale (qui se trouve à Paris) aura annulé ces mesures.

Les masques tombent : finie la période rose où l'on pouvait endormir les travailleurs avec des chloroformants-contrats de progrès, participation des « partenaires sociaux ». La bourgeoisie talonnée par les effets de la crise de son système économique s'en prend aux travailleurs : à eux de payer. Mais ils sont bien décidés à ne pas se laisser faire. De plus en plus nombreux, ils sont décidés à passer outre la légalité du pouvoir établi, à employer des méthodes de plus en plus dures. DANS L'ACTION c'est bel et bien l'emploi de TOUS qu'ils entendent défendre.

Le « SAUVONS CONCORDE » de certains syndicats et partis politiques est loin derrière. Mais beaucoup croient voir la solution dans un changement d'équipe dirigeante, ce que ne manque pas d'exploiter le P.C.F. et le P.S. venus apporter « le soutien des parlementaires de gauche » et appelé à l'union sacrée avec Baudis, maire de Toulouse et centriste giscardien !... à contre-courant les m.-l., avec patience et persévérance doivent expliquer que changer de gouvernement, ne changera rien, IL FAUT CHANGER DE REGIME.

Depuis le 26-9-74 les événements se sont précipités. Dans la nuit alors que le chef du personnel était toujours retenu dans les locaux de la direction de Toulouse aux usines Saint-Martin, une équipe de 12 travailleurs en civil faisait irruption dans la pièce, tabassait les délégués et travailleurs présents et emmenait le chef du personnel. Ceci alors qu'il n'y aurait aucune intervention policière. La riposte des travailleurs le lendemain matin a été rapide, après des assemblées générales dans les trois usines, la grève était décidée (24 heures reconductible) avec occupation des trois usines. En solidarité avec nous Bréguet-Dassault débrayait à 99 % et se rendait en manifestation à Saint-Martin. A l'heure où nous écrivons cet article l'occupation s'organise. A l'usine de Blagnac les quelques délégués F.O., venus à la direction se faisaient les fidèles propagandistes des thèses de la direction.

L'industrie aéronautique française connaît aujourd'hui les plus graves difficultés.

Pour nous, travailleurs de l'Aérospatiale (SNIAS) qui en supportons les premiers effets (mutations autoritaires, fermetures d'usines, licenciements...), il ne fait aucun doute qu'il faut réagir. Beau coup sont prêts comme l'a montré le débrayage massif du vendredi 13 et du 24 septembre.

Mais faute de saisir le SENS des événements importants qui se déroulent dans nos usines, LEUR LIEN avec la SITUATION d'ensemble en France, en Europe et dans le monde ; nous nous battons mal, en ordre dispersés, divisés sur les objectifs à atteindre. Nous risquons de voir nos luttes servir les intérêts contraires à ceux de notre classe. L'analyse de l'évolution de l'industrie aérospatiale peut nous aider à voir plus clair.

L'EVOLUTION DE L'INDUSTRIE AEROSPATIALE

(de la naissance à nos jours)

L'industrie aérospatiale est l'un des secteurs de l'économie française depuis longtemps à faible taux de profit. Imbriqués d'énormes capitaux non rapidement rentables (frais importants d'étude et de fabrication du produit avant qu'il ne soit vendu) c'est aussi un secteur au PROFIT incertain (concurrence étrangère très dure, fluctuation rapide du marché pouvant entraîner la mévente de l'avion).

Mais l'industrie aérospatiale est aussi une industrie de pointe aux « retombées » technologiques importantes sur le reste de l'économie. Elle est nécessaire au bon fonctionnement de l'économie capitaliste dans son ensemble.

Aussi elle fut l'une des premières industries où les capitalistes mobilisèrent leur ETAT et ses ressources (1).

Dès 1917 l'Etat commence à financer certaines études. En 1927 est créé un ministère de l'air. Mais c'est en 1936 qu'il prendra directement en charge la gestion d'usines aéronautiques avec les premières nationalisations.

« Les problèmes qui se posaient alors n'étaient pas de toute façon solubles par des méthodes d'économie libérale » devait déclarer quelques années plus tard M. de l'Escaille, président de la Chambre Syndicale Patronale (le C.N.P.F. d'alors) (2).

Pendant la 2^e guerre mondiale l'industrie aérospatiale française accumule un retard énorme sur les industries des USA et de Grande-Bretagne.

L'intervention américaine

Au sortir de la guerre, l'impérialisme U.S. étend son emprise politique et économique sur l'Ouest Européen. La bourgeoisie ne peut ni ne veut s'appuyer sur le prolétariat et les larges masses populaires qu'elle exploite. Elle choisit de capituler devant le dictat américain.

Après la Convention conclue lors du voyage de Léon Blum (socialiste) à Washington (mai 1946), les compagnies américaines TWA et PAA (Pan Améri-

can) évient les appareils français des lignes traditionnellement exploitées par les sociétés françaises.

L'Armagnac, nouvel avion civil français est écarté au profit de ses rivaux américains. Air France n'utilise plus en 1953 que 7 avions français sur 106. Seule une société privée d'avions se développe grâce aux commandes « OFF SHORE » (3) : La société des Avions Marcel Dassault. 1949, 1950, 1957, 1960 : « années difficiles », « années de crise ». L'industrie aéronautique voit sa production varier au gré des commandes militaires ou de l'arrêt des fabrications, au début et à la fin des guerres de Corée et d'Algérie.

Le « civil » étant partiellement muselé par les américains, l'industrie de guerre l'emporte de loin dans l'aéronautique française. L'Etat voit encore son rôle grandir. Première ébauche de « planification capitaliste » avec la première loi militaire de 1950, suivie par celle de 1965 et de 1965-1970 fixant les fabrications nécessaires, la défense nationale.

Les fusions et restructurations se poursuivent. Des 7 sociétés nationales (6 pour les cellules d'avions et une pour les moteurs) créées en 1936 il ne reste plus en 1974 que 2 sociétés nationales. La SNIAS (avions) et la SNECMA (moteurs) qui côtoient deux sociétés privées TERMOGEC (moteurs de faible puissance) et la société Marcel Dassault qui a absorbé la société privée des avions Bréguet (4).

Les Américains englobent au Vietnam d'énormes quantités de matériel aéronautique. La France en profite pour occuper une place non négligeable du marché qu'ils délaissent. Mais les monopoles jugent ce marché fragile, trop lié à des impératifs politiques. Ils décident d'engager une reconversion vers le civil. C'est ce que prévoyait le VI^e plan. Deux programmes ambitieux sont lancés : le programme Concorde et Air Bus, sur la foi d'études qui prévoyaient une expansion rapide du marché de l'aéronautique civile mondiale. Qu'il suffise de rappeler les prévisions de 1962 : 900 supersoniques en ligne pour 1971 ! et prévisions plus récentes : 300 supersoniques en vol pour 1976. Dassault quant à lui se lance dans l'étude et la fabrication du Mercure.

C'est l'Etat qui est chargé de financer tous ces programmes :

Aujourd'hui il a investi quelques milliards de francs dans « Concorde », quelques 520 millions de francs dans le Mercure, 4 milliards dans « l'Air Bus », etc., les résultats sont loin des prévisions :

— Seule l'Air Inter a pour l'instant acheté « Mercure » (aidé par 125 millions que lui a donné l'Etat) ;

— 14 Air Bus commandés contre 360 escomptés et seulement 6 commandes fermes pour Concorde (y compris ceux de la compagnie nationalisée Air France) ;

La cause EXTERIEURE de toutes ces difficultés est le retour en force des Américains depuis la fin de la guerre du Vietnam. De la guerre économique sans merci qu'ils mènent à l'Europe. La cause INTERNE réside dans l'attitude, la réaction des monopoles français et européens. Elle est à trois facettes : la lutte pour l'UNITE EUROPEENNE, mais lutte si peu conséquente qu'ils arrivent à passer des COMPROMIS avec l'impérialisme, compromis dont ils veulent faire PAYER la note aux travailleurs.

DE LA LUTTE...

(la construction européenne)

La mise en commun des capitaux et du potentiel industriel de tous les pays européens permettrait aux diverses bourgeoisies monopolistes européennes de rivaliser efficacement avec les américains.

La constitution d'un marché européen de matériel aéronautique permettrait d'écouler la production européenne. Près de la moitié des ventes aéronautiques américaines sont aujourd'hui destinées à l'Europe. Les USA contrôlant 83 % du marché européen.

Certains projets et réalisations vont dans le sens de la constitution d'une aéronautique européenne. Coopération Franco-Anglaise pour Concorde, Anglo-Franco-Allemande pour Air Bus, Lancet Europa, Ariane, Satellites, avions Jaguar, Alpha Jet, hélicoptères (CUMA) font l'objet de coopération... pour ce faire des structures sont mises en place au niveau gouvernemental... ex : ELDO pour Europa et plus que jamais les Etats sont appelés à jouer un grand rôle en prenant en charge les énormes investissements nécessaires pour lancer l'étude d'un projet ainsi que les éventuelles pertes quant un projet a capoté (cf. par exemple EUROPA).

On entreprend aussi la « restructuration » des entreprises les plus directement sous le contrôle des Etats pour les adapter à une future fusion au niveau européen. C'est ainsi qu'il faut comprendre la transformation de la SNIAS en société anonyme à directeur et conseil de surveillance. C'est ainsi que certains hauts commis de l'Etat ont lancé l'idée d'une « franche collaboration » SNIAS-Dassault (5).

...AU COMPROMIS

Mais comme l'avait J. Maillet, président de l'USTAS (Union des Industries Industrielles Aéronautiques et Spatiales) « la coopération européenne est un processus lent, difficile, parsemé d'obstacles ».

Pourquoi ces difficultés ? Il n'est pas un Etat européen qui ne veuille « construire l'Europe ». Mais chacun à sa façon ! Chaque bourgeoisie monopoliste compte en tirer le maximum d'avantages.

Chaque pays ayant une structure économique et un degré de développement différent du voisin, les intérêts de l'un ne sont pas forcément ceux de l'autre. D'où les multiples contradictions qui les opposent.

Devant les difficultés qui les assaillent, alors qu'aucune solution ne peut intervenir au niveau européen, chaque Etat cherche à s'en « sortir seul ».

Ce qui, dans un monde dominé par la double hégémonie américano-soviétique (7), ne peut conduire qu'à tomber sous la dépendance de l'un ou de l'autre.

Pour l'instant c'est les USA, en aéronautique qui profitent des « faiblesses » de nos bourgeoisies européennes. Dans le domaine des moteurs un accord est signé entre la SNECMA et GE (Général électrique), société américaine. Un autre entre Rolls-Royce (Grande-Bretagne) qui connaissait de graves difficultés et Pratt et Whitney (autre grande société amé-

ricaine). L'accord SNECMA Rolls-Royce quant à lui reste au point mort. Les Américains dans l'affaire s'assurent pour quelques années encore la maîtrise du marché européen en évitant la concurrence d'une société européenne. Une des solutions proposées pour sortir de la « crise Concorde » n'est-elle pas la coopération avec les américains (l'Europe apportant son expérience dans ce domaine et les Américains... Le marché (1). L'issue de la lutte qui se mène en Europe pour le renouvellement des avions de combat permettra par exemple, de savoir si de nouveaux compromis ont été passés avec les USA.

LES TRAVAILLEURS NE PAIERONT PAS LA CRISE

L'analyse que nous venons de faire permet de dégager les grandes lignes de l'action de l'Etat monopoliste :

Son objectif à long terme reste la mise en place en coopération avec les autres Etats européens d'une industrie aérospatiale européenne. Ce qui ne se fait pas, comme à l'époque de la concentration au niveau national, sans restructurations (on l'a vu pour notre société, la SNIAS). Ce qui ne se fera pas, par voie de conséquence, sans atteintes à l'emploi de nombreux travailleurs (8).

Son souci immédiat : sortir des difficultés qui l'assaillent. En passant des compromis avec l'impérialisme et aussi en faisant payer les travailleurs.

Après l'échec de la reconversion de l'industrie aérospatiale vers le « civil », on adopte une attitude prudente, d'attente (aucune décision de lancer ou de développer des projets). On naviguera à vue, on en profitera pour « réorganiser ». C'est ce que préconise la revue patronale « Entreprise » (6) : « L'AERO-SPATIALE ne peut spéculer sur son avenir avant d'avoir remis de l'ordre chez elle. Il faut d'abord tirer les conséquences — mêmes dramatiques — de la faillite actuelle, reformer les plaies béantes, réduire ses frais généraux, se redonner des structures plus saines ».

Rien ne pourra être tenté si l'on ne s'attaque en priorité à cet objectif ».

Les travailleurs de l'Aérospatiale savent par expérience ce que signifie se « donner des structures plus saines », eux qui de restructuration en réorganisation, ont vu gonfler démesurément les effectifs des « PDG gestionnaires ». Le nombre des seuls directeurs atteindrait à ce jour 187 (9).

Ceux qui, il n'y a pas si longtemps encore, comme les dirigeants FO, préchaient la modération sous le prétexte fallacieux qu'on ne pouvait prévoir les intentions du gouvernement, sont plus virulents aujourd'hui. En partie poussés par « leur Base », en partie encouragés par notre directeur des USINES de Toulouse (12). A nous d'en être conscients et d'éviter de nous faire manœuvrer.

Face aux Etats qui cherchent à faire supporter aux travailleurs les EFFETS NEGATIFS de LEUR politique européenne ; DE LA CRISE DE LEUR système économique, il faut nous battre sur des objectifs CLAIRS, à savoir :

MAINTIEN DE L'EMPLOI ET DE LA QUALIFICATION POUR TOUS (10).

C'EST TOUT, car il n'y a pas de solution miracle possible dans le cadre du système capitaliste.

C'EST TOUT, car la question n'est pas de savoir s'il fallait ou non lancer le programme Concorde, s'il faut ou non accélérer sa commercialisation, s'il est réussi ou loupé, cela c'est les affaires de notre bourgeoisie monopoliste (11).

C'est elle qui a pris la décision de lancer un tel programme comme celui d'arrêter les chaînes GARAVELLE ; PAS LES TRAVAILLEURS.

CE N'EST PAS A NOUS DE REPLACER UN SYSTEME QUI SECROULE, mais à bâtir sur ses ruines un système radicalement différent (sans destruction pas de construction).

On ne peut sortir de la crise par quelques aménagements du capitalisme comme le préconise le P.C.F. et autres partis de gauche, SINON faire ce que fait l'équipe dirigeante au pouvoir : FAIRE PAYER LES TRAVAILLEURS.

(1) La France dominée de longue date par le système capitaliste est parvenue au stade suprême de l'impérialisme au cours du 19^e siècle. Le capitalisme concurrentiel s'est trouvé, au cours de ce processus, progressivement remplacé par le capitalisme monopoliste (domination des monopoles), puis depuis la Première guerre mondiale environ par le capitalisme monopoliste d'Etat (basin, inter-pénétration, subordination de l'Etat aux monopoles). Il s'agit pour les capitalistes monopolistes d'utiliser l'Etat pour organiser et financer certains secteurs nécessaires au bon fonctionnement de la Grande Industrie, pour « assurer que son développement ne sera pas entravé par la « défaillance » d'entreprises privées dans les branches clés. Cette intervention peut prendre la forme de « nationalisations » mais ce n'est pas la seule.

(2) Cela contredit la conception du PCF ou de la CGT (voir Horizons nouveaux, supplément pour l'aéronautique du guide du militant, n° 79) selon laquelle les nationalisations ont été détournées de leur but « démocratique » par les capitalistes alors qu'ils en furent les « originaires » meilleurs propagandistes.

(3) Les commandes « OFF SHORE » sont des commandes de matériel de guerre à des entreprises étrangères effectuées par le gouvernement américain pour l'équipement des armées Nord-Atlantiques.

(4) Dassault qui s'est développé grâce à « l'aide américaine » puis aux commandes de l'Etat français fait partie de la minorité que l'on appelle avant guerre les DEUX CENT familles qui s'est réduite aujourd'hui à environ 10 familles qui contrôlent la partie la plus importante de l'économie française.

(5) La victoire des partis de gauche aux dernières élections aurait accéléré cette évolution en nationalisant « Dassault », ce à quoi Dassault lui-même n'était pas opposé, au contraire.

(6) N° 992 (3 septembre 1974).

(7) Dans le domaine aéronautique « l'Europe » mène une lutte inconsciente contre l'impérialisme américain qui domine l'Europe depuis 1945 et passe des compromis avec lui. Mais, si pour ne pas perdre le pouvoir, la bourgeoisie (sauf appel pour embaucher le personnel licencié de l'aéronautique) peut séduire certains mais cela ne se ferait pas sans déqualification du personnel. Elle montre en plus qu'il nous prends pour des C... quant on sait que la CII connaît des difficultés très proches des nôtres, faisant peser une menace grave sur l'emploi de quelques 1 500 salariés. Mais peut-être leur a-t-on promis de les rembaucher... dans l'aéronautique !

(8) Certains approchent quelque chose à l'idée d'être « payé » ne rien faire » avec l'argent des contribuables... L'argument ne tient pas dans la mesure où l'ETAT monopoliste utilise toujours cet argent, la ou ailleurs, mais TOUJOURS DANS L'INTERET DES MONOPOLISTES et non pas dans ceux des contribuables.

(9) Pour faire pression au sein de la DG dans le conflit personnel qui l'oppose à son collègue directeur des usines d'hélicoptères de Marignane.

La lutte de classe contre les licenciements, c'est la réponse donnée par les travailleurs menacés d'être jetés sur le pavé par la crise capitaliste. Les travailleurs, classe ouvrière en tête, n'ont nullement à faire les frais de la crise, qui est l'affaire des capitalistes et des défenseurs de ce système. La lutte résolue contre la classe des capitalistes est la seule issue pour la classe ouvrière. Les licenciements, le chômage, sont des produits mêmes de ce système, et non du seul gouvernement. Dans un Etat capitaliste, le gouvernement, qu'il se dise de droite ou « de gauche », est un instrument au service de cet Etat. Donc, lorsque les révisionnistes, parlant des licenciements à Titan-Coder, au France, à la S.N.I.A.S., aux Tanneries d'Annonay... déclarent :

« Ils sont les témoins de l'incapacité du gouvernement et du patronat à assurer à chacun un emploi en fonction de ses besoins et de ses aptitudes, la course au profit étant leur seul objectif ». Il s'agit d'une mystification. Il s'agit en fait de détourner le problème, de faire croire qu'en régime capitaliste ça peut marcher, avec un bon gouvernement (de « gauche » bien sûr) et de bons patrons !

Le révisionniste Ségué déclarait le 6 août 1974 : « Si le patronat a ses responsabilités, le gouvernement a aussi les siennes et nous ne lui permettrons pas de s'y dérober ! » A qui, Ségué veut-il faire croire qu'il s'oppose aux licenciements alors que quelques lignes plus loin il déclare que ce qu'il faut faire c'est :

Réformer le droit de licenciement ; — Reconnaître aux syndicats un véritable droit de discussion et de contrôle des décisions de licenciement, de déclassement, de compression d'effectifs, de restructuration et de fermeture d'entreprise et de tous les problèmes de l'emploi ! C'est la capitulation de classe sur toute la ligne.

Donc il est clair que, ce que veulent les dirigeants révisionnistes, c'est détourner la juste colère des travailleurs en lutte contre les licenciements, pour les amener dans de vulgaires réformes bourgeoises dans le cadre du capitalisme dont ils se montrent les plus âpres défenseurs.

Mais les travailleurs ne sont pas dupes, ils veulent défendre leurs intérêts, c'est-à-dire « DU TRAVAIL POUR TOUS ». Et pour cela ils n'attendent pas les consignes des révisionnistes, leurs mots d'ordre formalistes et démobilités. Ainsi, les 300 mineurs de charbon du puits de Faulquemont (Moselle) se sont mis en grève le vendredi 27 septembre pour protester contre la fermeture du puits. De même à l'O.R.T.F., à la S.N.I.A.S., à Titan-Coder... ce pourquoi les ouvriers se sont mis en grève c'est « Pas un seul licenciement », et non les mots d'ordre que les révisionnistes tentent d'imposer pour détourner les travailleurs de leurs véritables objectifs.

Aidons les travailleurs en lutte contre les licenciements en soutenant leur lutte, leur esprit offensif ; et surtout démasquons toutes les manœuvres contre-révolutionnaires des révisionnistes !

Serge LAFORGE

O.R.T.F. : Les travailleurs passent à l'action

Aujourd'hui en France ce sont TOUS les travailleurs qui sont menacés du CHOMAGE, de la crise généralisée du capitalisme et de la concentration des monopoles à la recherche du profit maximum.

Les travailleurs de l'ORTF sont touchés dans les jours qui viennent : l'éclatement de l'ORTF a pour premières conséquences, des milliers de licenciements, un sous-emploi dans les « nouvelles sociétés nationales » et une dégradation des conditions de travail.

Jusqu'à présent, devant ces menaces, la majorité des travailleurs de l'ORTF a fait confiance à l'intersyndicale.

Aujourd'hui, de nombreux travailleurs, conscients de la trahison de la plupart des dirigeants syndicaux, se sont groupés en comités de lutte, afin de prendre en main la défense de leur emploi. Une des premières actions a été d'attirer l'attention des téléspectateurs en intervenant dans une émission télévisée en direct.

Pendant « Défendez vos couleurs », de Monsieur Lux, une centaine de travailleurs des différents centres ORTF de la Région Parisienne ont manifesté sur scène et dans le public.

Sur scène, des banderoles sur lesquelles était inscrit « non aux licenciements », « statut unique », « travailleurs, seule la lutte paie » ont paru sur les écrans pendant 30 secondes, en même temps qu'éclataient des slogans « ORTF, ça continue ! », « pas de licenciements ! » et que des tracts étaient distribués dans

un public, qui fut loin d'être hostile à cette action. Le but recherché n'était pas d'empêcher cette émission, mais de populariser la lutte.

Nous estimons que ce but a été atteint : pour la première fois, les travailleurs de l'ORTF ont su utiliser leur outil de travail et ont pris conscience de leur pouvoir que l'intersyndicale a toujours voulu nier. Que la masse des travailleurs prennent la lutte en mains sous quelque forme que ce soit, à tous les jours fait peur à l'intersyndicale qui ne veut connaître que des « luttes » traditionnelles et légales, aboutissant inévitablement (ils le savent bien) à l'échec.

Une fois de plus, les révisionnistes n'ont pas participé, mais ont tenté de démobilitiser les masses, avant cette action classe contre classe, en la traitant « d'aventuriste », et après, en la faisant passer pour celle d'un commando gauchiste, dont les participants sont des « rigolos ».

Mais le lendemain ils ont subi un échec cuisant, en se retrouvant les seuls à critiquer cette action, qui a enthousiasmé les travailleurs de l'ORTF.

Mais ce qu'ils oublient, c'est que les travailleurs de l'ORTF ne sont pas dupes de leur attitude de collaboration de classe, et qu'ils sont déterminés à combattre efficacement, contre les licenciements et par là-même contre le révisionnisme.

avec des travailleurs de l'ORTF
Le correspondant d'HLR.

Quelques manœuvres

Comme à l'accoutumée les dirigeants révisionnistes cherchent à dévoyer un certain nombre de luttes actuelles au service de leur politique contre-révolutionnaire. C'est ainsi qu'ils cherchent à les placer sous le signe de leur « union nationale » avec des représentants ouverts de la réaction.

C'est vrai en ce qui concerne « Le France », l'Humanité du 17-9 mettait en bonne place certaines déclarations du député U.D.R. du Havre, Georges, dans

lesquelles celui-ci appelait à « un effort de tous ».

Dans l'Humanité du 25-9 on se félicitait des déclarations de l'U.D.R. de Toulouse à propos du Concorde. Le tout bien sûr au nom de la « défense du patrimoine aéronautique nationale ».

Quant à Titan-Coder, ils ont cru bon d'organiser une manifestation avec un député républicain-indépendant et un conseiller général U.D.R., individus qui furent copieusement sifflés par les ouvriers...

Aux C.D.H.R. et amis de l'H.R.

Notre journal participera bientôt, sous diverses formes concrètes, à la commémoration de la journée historique du 1^{er} novembre 1954, que le peuple algérien frère s'apprête à célébrer.

Tant sur le plan de l'Histoire et de sa signification idéologique et politique que sur le plan de l'actualité, l'Algérie, libérée du colonialisme, tient désormais une place exemplaire qui la situe parmi les nations les plus efficaces dans la lutte anti-impérialiste mondiale des pays du tiers-monde, socialistes et non alignés, contre l'hégémonie du premier monde.

Que les militants et amis de l'H.R. accordent le maximum de leurs efforts au succès de toutes les actions que nous impulserons bientôt, à commencer par la diffusion de masse du numéro « Spécial-Algérie » que nous publierons au cours de la dernière semaine d'octobre.

“ Lutte antimilitariste ” abat ses cartes

(Sous la plume de Daniel Guérin)

Dans un numéro de « Lutte antimilitariste » de cet été, on peut trouver 4 pages révélatrices sur une rencontre, tenue en juin dernier, entre « antimilitaristes » d'Europe de l'Ouest. Il en ressort qu'à l'échelle de notre continent, les cibles du « Comité Anti-Militariste », qui édite ce journal, sont l'impérialisme américain, les bourgeoisies des pays d'Europe de l'Ouest et l'O.T.A.N. Du social-impérialisme soviétique, de la menace qu'il crée également, pas un mot. Voilà qui attire déjà l'attention.

Mais Daniel Guérin s'est chargé lui-même de nous éclairer complètement. Sous le titre « contre l'impérialisme français : contribution d'un camarade du C.A.M. sur la bombe nucléaire », il attaque violemment la nouvelle série d'expériences nucléaires françaises en Polynésie, dans une argumentation par ailleurs digne de celles de J.J. S.S. ou de Marchais.

Et Guérin se découvre sur la fin. Qu'on en juge : « Par contre la Chine Communiste a tenu les promesses qu'elle avait faites à un Pampidou agonisant lorsqu'il s'était traîné tout exprès jusqu'à Pékin : à savoir marcher la main dans la main avec la France sur le plan nucléaire. Dès le lendemain du tir polynésien du 16 juin, elle faisait exploser une bombe d'une mégatonne dans le désert du Sing-Kiang. Tout se passe comme si les deux puissances atomiques, ainsi que le suggère Le Monde, voulaient défier « solidement et en même temps les protestations des autres nations ». Il lie ainsi l'attaque de la politique de défense française à celle de la République populaire de Chine ; et il se garde bien d'indiquer que la R.P.C. s'est précisément engagée à ne pas utiliser

l'armement nucléaire la première, ce qu'aucun des pays concernés n'a fait.

Par contre on cherchera vainement toute critique ou même une simple mention de la véritable course aux armements : celle qui se dispute entre les superpuissances et qui constitue le danger de guerre mondiale.

Aux jeunes révolutionnaires influencés par la ligne politique des groupes antimilitaristes actuels, nous demandons de réfléchir à ceci : il est évident que ces groupes dénoncent, à juste titre, les conditions d'exécution du service militaire et le caractère de classe de l'armée française. Mais à l'heure où le social-impérialisme soviétique constitue, dans sa lutte hégémonique avec l'impérialisme américain, la menace militaire, le danger de guerre le plus important en Europe, pourquoi cette presse spécialisée couvre-t-elle ces préparatifs offensifs par un profond silence ?

Alors que la Tchécoslovaquie git sous la botte militaire russe depuis 6 ans, pourquoi s'en tenir à la seule dénonciation de l'O.T.A.N., pour quoi ne pas attaquer également le contenu politique désormais agressif et impérialiste du Pacte de Varsovie ? Et pourquoi, au lieu de dénoncer la lutte des superpuissances pour l'hégémonie mondiale, attaquer précisément au contraire les pays qui la combattent à fond comme la République populaire de Chine, et dans une certaine mesure, comme la France ?

En guise de conclusion, nous posons la question suivante : à qui profite la ligne politique de tels groupements antimilitaristes ?

Et merci, M. Guérin, d'avoir été si franc.

Activités de nos camarades

NANTES :

Le 18 septembre, les militants de l'« Humanité Rouge » de Nantes sont intervenus par tract lors d'un meeting organisé par diverses organisations trotskystes ou trotskysantes (Rouge, Révolution...) PSU et auquel participait un membre du PS chilien. Cette soirée qui se voulait de « soutien » au peuple chilien, a rassemblé 400 personnes dans leur quasi-totalité, jeunes intellectuels.

Le tract dénonçait le faux soutien des trotskystes alliés des révisionnistes et titrait : « Pas de soutien au peuple chilien sans dénonciation du social-impérialisme ». Il mettait l'accent sur les responsabilités fondamentales des révisionnistes soviétiques et chiliens dans le massacre du peuple du Chili par la grande bourgeoisie de ce pays et ses soutiens US.

Il clouait au pilori les Marchais et consorts qui après avoir tant vanté le modèle chilien cherchent à se laver les mains du sang qu'ils ont largement contribué à faire couler.

Des camarades diffusaient l'« Humanité Rouge » titrant : « Il faut renforcer la défense nationale », faisant pièce au comité trotskyste prétendument anti-militariste, en réalité agent indirect des sociaux-impérialistes, et appelant à lire l'interview du camarade du PCR chilien.

Ce fut une action très positive qui devait permettre à nombre de jeunes de mieux déceler la menace social-impérialiste à laquelle bien sûr, aucun des orateurs de cette soirée ne fit allusion.

MONTPELLIER :

Panneau réalisé à une sortie d'usine



MARDI 8 OCTOBRE :

19 h 30

A la librairie

« Les Herbes Sauvages »
(70, rue de Belleville)

un camarade journaliste libanais vous parlera de la résistance palestinienne et de la situation actuelle.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Soutien à la ligne d'H.R. et en protestation à l'attaque fasciste de l'ambassade d'Albanie	30
Soutien permanent à H.R., des lecteurs et sympathisants du Nord	100
Un militaire en permission - Soutien à H.R.	60
C.D.H.R. F. Yveton (août-septembre)	883
C.D.H.R. Stalingrad	40
Supplément à réabonnement - B.	20
Supplément à réabonnement, soutien à notre presse - M.M.	28
Supplément en soutien à H.R. à abonnement - M.S.	5
Soutien sympathisante H.R. - M.S.	100
C.D.H.R. Staline S.	515,20
Soutien à H.R. - Un groupe de sympathisants du Nord	430
Pour la victoire du Proletariat	10
F.D.C. en timbres	32,40
Soutien à H.R. - Marie	70
Soutien à H.R. - M.J.T. et J.C.T.	40
C.D.H.R. Hapiot	120
C.D.H.R. F. Marty	60
C.D.H.R. Guy Moquet	20
C.D.H.R. Dimitrov	124,90
C.D.H.R. N.V.T.	100
C.D.H.R. Daldid	115,50
C.D.H.R. F. Yveton O.	40
C.D.H.R. Province T.	134
C.D.H.R. Province T.	1
C.D.H.R. J. Labourbe B.	115
C.D.H.R. E. Pottier B.	298,10
Pour l'Unification des M.L.	10
C.D.H.R. F. Yveton B. et sympathisants	82
Ben. - Pour une France Rouge	19
C.D.H.R. G. Gemnitz	20
C.M.S.	50
Anonyme Paris	30
Anonyme Paris, à librairie	30
C.D.H.R. R. (Août)	50
Supplément à abonnement	5

Total de la semaine 3 788,10

Total général utilisé pour le règlement des dettes de l'H.R. 498 261,55

COMMANDEZ...

DIFFUSEZ...

Le social - impérialisme, danger principal en Europe 2,80 F

Le défi révisionnistes 2 F

Abonnez-vous aux périodiques chinois et albanais :

Pékin Information : le numéro : 0,70 F. 1 an : 21 F - 2 ans : 31,50 F

La Chine en construction (mensuelle) : 1 an : 14 F - 3 ans : 34 F

La Chine en construction (mensuelle) : 1 an : 14 F - 2 ans : 21 F - 3 ans : 28 F

Littérature chinoise (trimestrielle) : 1 an : 6,80 F - 2 ans : 10,20 F - 3 ans : 13,60 F

Albanie Aujourd'hui : 6 numéros par an : 15,00 F

Albanie nouvelle : 6 numéros par an : 14,00 F

O.N.U. : l'offensive du Tiers-Monde

« Il faut définir un nouvel ordre du monde ! » Telle est l'exigence unanime présentée par tous les pays du tiers monde dont la maturité politique, l'unité et la cohésion se renforcent chaque jour. Et ce nouvel ordre mondial — les pays pauvres de la planète sont lourdement payés pour le savoir ! — ne s'édifiera pas sans une lutte sévère contre tous ceux dont les profits s'arrondissent tous les jours sur le dos des pays et des peuples qui s'appauvrissent au même rythme, contre l'impérialisme et la réaction ayant à leur tête les deux brigands mondiaux que sont l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique.

Cette lutte a commencé et gagne en puissance et en ampleur. Elle se manifeste avec éclat dans cette ancienne chasse gardée des grandes puissances impérialistes qu'est l'O.N.U., qui tient actuellement sa 29^e session ordinaire. Et dans ce combat, ce sont les peuples du tiers du monde qui sont à l'offensive. Déjà, en septembre dernier, la conférence des non alignés à Alger, puis la session extraordinaire de l'ONU sur les matières premières, enfin les deux conférences de Caracas sur le droit de la mer, de Bucarest sur la démographie, ont jalonné les victoires du tiers monde sur les super puissances.

Les débats de l'actuelle session ont été un nouveau témoignage. Qu'on en juge par l'ordre du jour imposé : parmi les 110 questions diverses qui seront évoquées figurent : « la restauration du G.R.U.N.K. dans ses droits légitimes aux Nations unies », « le retrait de toutes les troupes étrangères stationnant en Corée du Sud sous le drapeau des Nations unies », la « question de la Palestine » — évoquée pour la première fois en ces termes, jusqu'ici seule la « question des réfugiés » ayant droit de cité dans l'enceinte de l'O.N.U. — « la situation au Moyen-Orient », « la question de Chypre », « l'établissement d'un nouvel ordre économique international » et enfin, « la nécessité d'envisager les suggestions concernant la révision de la charte des

Nations unies ».

Réclamé par la quasi-totalité des pays petits et moyens, soutenu par la République populaire de Chine témoignant ainsi, une nouvelle fois, qu'elle ne « serait jamais une super-puissance », ce dernier point a été l'objet d'une âcre résistance de la part des deux super-puissances. Pendant que le nouveau président U.S. se livrait publiquement à un chantage menaçant — produits alimentaires contre pétrole — le représentant soviétique se débattait comme un beau diable pour tenter de maintenir en place les principes actuels de la charte de l'O.N.U., basée sur l'inégalité des pays riches et des pays petits et pauvres et consacrée par le droit de veto accordé au cinq pays membres du Conseil de Sécurité.

Le porte-parole soviétique, Malik, n'ayant en tête que le maintien des positions hégémoniques de l'U.R.S.S. social-impérialiste a défendu le droit de veto comme « un principe réaliste ayant trait aux réalités du monde contemporain ». Il s'est fait lui aussi

menaçant pour affirmer qu'une modification de la charte « susciterait une série de confrontations pouvant même conduire à une guerre mondiale ».

Cette position arrogante et absurde a été réfutée par les représentants de nombreux pays.

Le représentant chinois, notamment, a déclaré que le contrôle et l'obstruction de la part des super-puissances empêchaient les Nations unies de refléter pleinement les justes aspirations et positions des pays du tiers monde. L'opposition obstinée de l'U.R.S.S. à la révision de la charte n'est que la manifestation de sa volonté de refuser le principe d'égalité entre grands et petits pays, de préserver ses privilèges et d'agir en despote au sein comme en dehors des Nations unies.

Sa proposition en ce sens a été balayée comme elle le méritait par 19 voix contre, 2 abstentions et seulement 3 votes favorables au sein du bureau de la session.

Voilà qui traduit bien le piteux avenir des super-puissances !

THAILANDE

La nation veut l'indépendance le peuple veut la démocratie

Durant 3 jours les étudiants progressistes de Thaïlande viennent de tenir des manifestations publiques revendiquant des droits démocratiques. Au cours de l'une de ces manifestations, plus de 10 000 habitants de Bangkok ont condamné le projet de constitution que vient d'adopter l'Assemblée Nationale, projet qui va à l'encontre des aspirations populaires.

Face à l'obstination de l'Assemblée une nouvelle manifestation s'est tenue devant le monument à la démocratie de la Capitale, au cours de laquelle les manifestants brandissaient des banderoles avec ce mot d'ordre : « La Nation

veut l'indépendance, le Peuple veut la démocratie. »

Par ailleurs, la presse occidentale s'est fait l'écho de l'existence, dans le pays, de bases libérées par la lutte armée populaire qui, sous la direction du Parti Communiste Thaïlandais, se développe et se consolide depuis plus de 9 ans. Ces informations confirment l'éditorial récent de « la Voix du Peuple Thaïlandais » qui affirmait : « Les zones de guérilla se sont étendues et quelques-unes se sont transformées en bases solides. Les gouvernements régionaux révolutionnaires élus par le peuple se multiplient et se consolident. »

DANS L'EDUCATION NATIONALE

Pas de lutte contre le chômage sans lutte contre le révisionnisme

L'Education ex-Nationale, qui se présente souvent comme « le plus gros employeur de France », peut bien être considérée, en cette rentrée 1974, comme le pire des patrons de combat. En effet, entre les maîtres-auxiliaires du Secondaire, les instituteurs suppléants et remplaçants, les personnels non-enseignants victimes de « compressions », plus de 10 000 personnes n'ont pas retrouvé leur emploi. 10 000 licenciements sans préavis ni indemnité. Pour M. Haby, il y en a 2 570, pas un de plus, pas un de moins, et « la rentrée est réussie ». Le mensonge est gros, puisque ce nombre est presque atteint par les seuls M.-A. de la Région parisienne réduits au chômage.

Il faut parler de plus de ces licenciements canonisés : les « services partiels », qui se chiffrent par milliers. Un professeur du Secondaire doit 18 h de cours par semaine (plus les préparations, les corrections, les conseils de classe, etc.). Un auxiliaire pourra n'avoir que 15 h, ou 9 h (demi-service), et alors ses droits sociaux seront considérablement diminués : congés de maladie, retraite, sécurité sociale... ou même supprimés au-dessous du demi-service.

Ici aussi, c'est au peuple que la bourgeoisie monopoliste veut faire payer la crise : aux enseignants réduits au chômage, aux enfants des travailleurs qui étudieront dans les pires conditions et seront frappés par la sélection.

Grandes manœuvres révisionnistes

Les révisionnistes du P.C.F., qui dirigent le plus gros syndicat de professeurs, le SNES, portent ici une lourde responsabilité. Dans les « Commissions paritaires » où ils siègent avec les représentants du ministère, ils cautionnent les décisions de licenciements.

Durant la dernière année scolaire, ils ont réussi, avec la complicité des trotskystes, à casser le mouvement de lutte qui s'était dessiné avant Pâques, en le dévoyant dans l'impasse de l'électorisme lors des présidentielles.

Aujourd'hui, ils persistent : pour eux, le plus important, c'est « l'unité » au sommet avec les sociaux-démocrates qui dirigent le Syndicat National des Instituteurs (SNI) et la Fédération de l'Education Nationale (FEN). Les fruits de cette unité : la traditionnelle « grève » de 24 h, placée tel ou tel jour selon les régions ; la traditionnelle plate-forme fourre-tout où le problème du chômage disparaît derrière dix autres, présentés pêle-mêle. Cette brillante « action » commençant le 10 octobre, l'objectif est très net : sacrifier sur l'autel de « l'union de la gauche » toute possibilité de lutte à la rentrée.

Mais de plus en plus les illusions tombent. Les auxiliaires, chômeurs d'aujourd'hui ou de demain, et ceux qui les soutiennent, apprennent à ne compter que sur eux-mêmes.

Auxiliaires en lutte

Dans plusieurs Académies, se sont constitués depuis quelques années des Comités de Lutte qui regroupent titulaires et non-titulaires, syndiqués et non-syndiqués. Ces Comités manifestent un réel désir de lutte, bien que leur activité soit parfois compromise par les manipulations de divers groupes trotskystes ou « gauchistes » et malgré les illusions révisionnistes qui ne sont pas tout à fait mortes — on l'a vu lors des élections.

Le mercredi 25 septembre, à l'appel du Comité de Lutte et du SGEN-CFDT, près d'un millier d'enseignants ont manifesté au ministère, puis sur le boulevard Saint-Germain, jusqu'à la Sorbonne. Malgré les pressions de certains bonzes syndicaux qui voulaient nous faire prendre les trottoirs et les petites rues, c'est en plein boulevard que nous avons crié :

« 10 000 chômeurs : une rentrée réussie ! »

« Titularisez les auxiliaires ! »

« Non aux licenciements ! »

Bien sûr les révisionnistes n'appelaient pas, et les flics étaient là : c'est la division du travail contre-révolutionnaire.

Après cette journée, la lutte doit se poursuivre dans les établissements contre les licenciements, contre le chômage, pour la titularisation des auxiliaires.

Pour bien mener cette lutte, il faut démasquer impitoyablement les manœuvres révisionnistes, et en premier lieu leurs « actions » du mois d'octobre.

Promouvoir la production tout en faisant la révolution

Cette tâche d'éducateur du syndicat pour former des millions de continuateurs de la révolution, est étroitement liée, à une autre tâche importante du syndicat, qui est « de promouvoir la production tout en faisant la révolution », en donnant les moyens à la classe ouvrière de participer largement à la gestion des entreprises et lui permettre d'exercer son droit de regard et de contrôle pour voir si la ligne prolétarienne est bien appliquée.

Mais en recevant dans le cadre du grand mouvement de critique contre Lin Piao et Confucius, une éducation profonde concernant la ligne fondamentale du Parti, les ouvriers sont plus conscients de la nécessité de renforcer par leurs actes la dictature du prolétariat et de bien appliquer les principes prolétariens dans la gestion des entreprises, conformément à la ligne du Parti :

« Travailler dans l'indépendance en comptant sur ses propres forces, déployer tous ses efforts, et aller toujours de l'avant, quantité, rapidité, qualité et économie. »

C'est ainsi qu'à Pékin, la production industrielle est en plein essor. La production industrielle globale qui en 1965 était seulement de 3 fois supérieure à la production de 1949, est en 1973 supérieure de 104 fois à celle de 1949.

La production d'acier en 1973 est de 3 fois supérieure à celle de 1965.

Et dans le cadre des innovations techniques par la mise en application de la triple alliance : ouvriers-techniciens-cadres, plus de 400 nouveaux produits ont été mis au point.

C'est pourquoi notre syndicat est fermement décidé, conformément à la ligne de notre Parti, de poursuivre ce vaste mouvement d'éducation socialiste en y faisant participer toujours davantage les plus larges masses ouvrières, car cette lutte constitue une puissante force motrice pour le développement des forces productives de notre pays socialiste.

Veiller au bien-être des travailleurs

Une des autres tâches du syndicat, c'est de veiller au bien-être et à l'amélioration des conditions de vie des travailleurs. Mais la réalisation de cette tâche, ne peut être isolée de la lutte pour la production en vue de développer la base de notre économie socialiste.

Car même si l'amélioration des conditions de vie de la classe ouvrière est un souci majeur de notre état socialiste, nous ne pouvons pas encore y consacrer le gros de nos moyens financiers qui doivent servir en priorité pour poursuivre l'édification socialiste de l'infrastructure économique de notre pays.

Promouvoir l'internationalisme prolétarien

D'autre part la révolution chinoise est une partie de la révolution mondiale. Beaucoup de pays vivent encore sous le joug et la domination de l'impérialisme, et au titre de l'internationalisme prolétarien, nous appuyons résolument leur lutte pour la conquête et la sauvegarde de leur indépendance nationale en leur accordons une aide importante sur le plan de la solidarité matérielle pour qu'ils développent leur économie nationale contre le colonialisme et l'hégémonisme.

La Chine doit se tenir aux côtés, des nations et peuples opprimés et les soutenir dans leur lutte contre les deux superpuissances, c'est son devoir internationaliste et c'est également au syndicat d'éduquer les larges masses sur le plan de l'internationalisme prolétarien.

DE RETOUR DE CHINE...

Après avoir publié dans les numéros 241 et 242 des articles écrits par des camarades ayant participé aux voyages des groupes de femmes et de jeunes, conduits par « L'Humanité Rouge », nous publions un article rédigé par des camarades du voyage de la délégation ouvrière.

C'est sous la direction du Parti Communiste Chinois, qu'en Chine se sont constituées les premières organisations syndicales.

Quelques points d'histoire

Dès 1921, année de la création du Parti Communiste Chinois, un « secrétariat de l'organisation du travail en Chine » est mis sur pieds, en vue de diriger et d'unifier le travail du Parti en direction des entreprises afin d'aider les ouvriers à s'organiser à s'éduquer, à assimiler la théorie révolutionnaire et la ligne du Parti.

En 1923, le Parti Communiste dirige une centaine de grèves dans les grandes villes tel Pékin ou Changai à forte concentration ouvrière.

C'est à la suite de ces grèves qui marquent la lutte acharnée que mène la classe ouvrière sous la direction du Parti contre l'impérialisme, le féodalisme et le capitalisme bureaucratique que se créent et se développent, impulsées par le Parti, les premières formes d'organisations syndicales.

Ce sont d'abord « des caisses mutuelles », des « écoles du soir », des « clubs », afin de rassembler, d'organiser et d'éduquer la classe ouvrière en lui faisant prendre conscience de la nature, du système social, des causes de son exploitation, de l'ineluctabilité du socialisme. Des équipes de garde ouvrière sont également créées pour lutter contre les chefs d'atelier. Il est mis en place, des groupes de travailleurs chargés de la propagande auprès des grévistes.

C'est à partir de ces structures, qui servent à unir les larges masses autour du Parti, que celui-ci, lors des grèves qui dans les années 1922 à 1924, traduisent le développement impétueux du mouvement révolutionnaire des masses chinoises, impulse dans les corporations qui sont à l'avant-garde des luttes politiques (Dockers-Cheminot) la création de syndicats organisés sur le plan national.

C'est finalement en 1925, qu'est fondée la fédération des syndicats de Chine.

Au cours du long processus de luttes révolutionnaires qui devait aboutir à la victoire de la révolution et à la proclamation en 1949 de la République Populaire de Chine, les syndicats continuèrent à jouer leur rôle d'instrument de la lutte de classe, d'organisme de liaison d'école du communisme qui forma de nombreux cadres pour le Parti et la Révolution.

APRÈS 1949

Après la libération, les syndicats contribuèrent à la mise en place et au renforcement du système de la dictature du prolétariat. Ils regroupèrent les ouvriers de toutes les professions, et unirent les larges masses ouvrières à l'avant-garde de la classe ouvrière. Ils affermièrent la mobilisation de la classe ouvrière pour mener la lutte contre tous les ennemis de la révolution.

Il joua effectivement son rôle de « courroie de transmission » de la « force directrice » qu'est le Parti Communiste Chinois, afin de contribuer activement à la lutte pour l'édification du socialisme.

Mais progressivement, sous la poussée des coups des ennemis de classe, infiltrés dans le Parti, comme dans tous les rouages de l'appareil d'état, ayant à leur tête le contre-révolutionnaire Liu Chao-chi, qui ne rêvait que de restaurer le capitalisme en Chine, la ligne des syndicats s'infléchit pour ne plus correspondre aux intérêts fondamentaux de la classe ouvrière et du peuple chinois.

Les syndicats en Chine

Avant la Révolution culturelle, les syndicats ne s'occupaient plus dans les entreprises que de gérer les œuvres sociales : cantines, crèches, maisons de repos, associations sportives et culturelles, excursions en car les jours de congés, etc. D'autre part, ils jouaient un rôle important dans les mouvements pour atteindre les normes de travail qui permettaient d'obtenir des primes : le résultat était que pour obtenir la prime, les ouvriers en produisant plus de pièces négligeaient la qualité. Et lors de la discussion pour les primes des divisions naissaient entre les ouvriers.

masses, dans l'étude du Marxisme, du Léninisme et de la Pensée-Maotsetoung. De donner les moyens à la classe ouvrière de se saisir du problème de la lutte de classe, de la lutte de ligne, pour qu'elle puisse y jouer le rôle principal en vue de consolider la dictature du prolétariat, de critiquer le révisionnisme et d'édifier le socialisme.

C'est dans ce but, que l'Union des syndicats de Pékin a impulsé dans un nombre important d'entreprises la mise en place de groupes d'étude composés actuellement de plus de 300 000 travailleurs. C'est là, que pendant leur heure

de loisir, dans l'atelier ou le soir après le travail, que les ouvriers, animés d'un profond sentiment de classe prolétarien, étudient les textes fondamentaux du Marxisme-Léninisme et approfondissent leur connaissance de la ligne fondamentale du Parti.

Liant cette étude à la pratique de la lutte de classe et de la lutte entre les deux lignes, ils développent la critique de la ligne révisionniste et contre-révolutionnaire de Lin Piao et de Confucius.

Dans le cadre de cette vaste campagne politique, qui est devenue l'affaire du peuple chinois tout entier, la classe ouvrière en s'armant du Marxisme, du Léninisme et de la Pensée-Maotsetoung, libère son esprit de tous les vieux mythes confucéens qu'avait repris à son compte le traître Lin Piao, élève son niveau de conscience politique et son niveau théorique et développe sa capacité à distinguer le vrai marxisme du faux marxisme.

Eduquée de cette façon, la classe ouvrière est à même de diriger la lutte pour la production et de mener à bien la révolution idéologique et politique dans tous les domaines de la superstructure y compris la philosophie, l'histoire, l'enseignement, la littérature et les arts.

Aujourd'hui, elle est à l'avant-garde de la lutte de classe et de la lutte entre les 2 lignes, afin de mener consciemment et à un niveau toujours supérieur la lutte contre le révisionnisme moderne et toutes les idéologies réactionnaires de l'ancienne société en vue d'écarter toute possibilité de restauration du capitalisme et de garantir que la couleur socialiste de la Chine ne changera jamais.

(Suite page 7)



Les syndicats en s'occupant de la lutte pour la production, sans s'occuper des tâches politiques, en arrivaient à diviser les ouvriers, à affaiblir leur volonté de lutte.

La révolution culturelle

Cette ligne économiste et révisionniste, fut vivement critiquée par la classe ouvrière lors de la grande Révolution Culturelle Proletarienne et les syndicats qui dans les faits en étaient arrivés à n'être plus que des instruments dans les mains des ennemis de la révolution, furent totalement remis en cause par les masses ouvrières elles-mêmes.

Après, la révolution culturelle dans chaque unité de production, la réorganisation des syndicats fut entreprise. C'est sur la base de la critique de la ligne révisionniste, qui avait fait dégénérer les syndicats, et dans le cadre de larges discussions où la politique prolétarienne, était de nouveau mis au poste de commande, que le rôle et les tâches des syndicats furent précisés à la lumière de la ligne du Parti.

C'est en fonction de la consolidation politique et organisationnelle des syndicats locaux que s'est restructurée l'organisation syndicale. Et aujourd'hui, en Chine socialiste, le syndicat s'est reconstruit au niveau de toutes les provinces et des municipalités. Ses dirigeants ont été élus par des congrès au cours desquels furent étudiées et discutées les œuvres de Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Tsé-toung concernant le mouvement ouvrier, de façon à ce qu'ils puissent renforcer leur compréhension du rôle et des tâches politiques du syndicat dans un pays socialiste de dictature du prolétariat.

Ecoutons le secrétaire de l'union des syndicats de Pékin qui nous parle des différentes tâches des syndicats pour servir la révolution, l'édification socialiste et défendre la ligne fondamentale du Parti.

Les tâches du syndicat...

**Eduquer sur la base
du marxisme-léninisme
et de la pensée-maotsetoung**

Le syndicat en Chine a pour tâche principale d'éduquer les plus larges

Message de l'Humanité Rouge

Au Président Mao Tsé-toung,
Au camarade Chou En-lai,
Au Comité central
du Parti communiste chinois.

Chers camarades,

A l'occasion du 25^e anniversaire de la République populaire de Chine, le comité de rédaction de « L'Humanité rouge », au nom de tous ses lecteurs et du peuple révolutionnaire de France, vous adresse ses félicitations les plus chaleureuses et ses salutations révolutionnaires.

Durant ces vingt-cinq années, le peuple chinois, sous la ferme et clairvoyante direction du Parti communiste chinois appliquant la ligne révolutionnaire du président Mao Tsé-toung et portant haut levé le drapeau rouge du marxisme-léninisme, a remporté des victoires éclatantes sur tous les fronts de la consolidation de la dictature du prolétariat, de l'édification socialiste, et du soutien à la cause révolutionnaire des peuples de tous les pays.

A l'heure où la situation internationale connaît des bouleversements favorables aux peuples et défavorables à l'impérialisme, au social-impérialisme, au révisionnisme moderne et à la réaction, la République populaire de Chine va de l'avant dans l'approfondissement de la révolution. Elle apporte ainsi une contribution irremplaçable au large front uni mondial qui se renforce contre l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme, et en particulier contre l'hégémonisme des deux super-puissances, les Etats-Unis et l'Union soviétique. C'est là un immense encouragement aux prolétariats et aux peuples et nations opprimés du monde entier.

Consacrant l'écrasement des cliques anti-parti de Liu Chao-chi et Lin Piao, le vaste mouvement de critique de Confucius et Lin Piao qui mobilise actuellement tout le peuple chinois est également riche d'enseignements révolutionnaires pour la classe ouvrière et le peuple de France. Appliquant pleinement l'esprit de l'internationalisme prolétarien, la République populaire de Chine joue ainsi le rôle de phare dans les luttes révolutionnaires, démocratiques et anti-impérialistes du monde.

Car l'impérialisme américain et le social-impérialisme russe, la bourgeoisie réactionnaire et les révisionnistes modernes sont les ennemis de notre peuple comme ceux du peuple chinois et de tous les peuples du monde.

L'exemple de la République populaire de Chine nous renforce dans notre détermination de les écraser et nous éclaire sur le chemin à suivre pour y parvenir.

A BAS L'IMPERIALISME AMERICAIN ET LE SOCIAL-IMPERIALISME SOVIETIQUE !

VIVE L'INDESTRUCTIBLE AMITIÉ ENTRE NOS DEUX PEUPLES !

VIVE L'INDESTRUCTIBLE AMITIÉ ENTRE NOS DEUX PEUPLES !

VIVE, LE MARXISME, LE LENINISME ET LA PENSÉE DE MAO-TSÉTOUNG !

Le C.R. de « L'Humanité rouge »